

L'ÉCHELLE MOBILE DES SALAIRES...

Au cours d'une réunion électorale, au Préau de la rue Hermel, Paul Texier, militant syndicaliste connu, candidat socialiste dans le 2^{ème} secteur, réclama l'*Échelle mobile*.

Le son paraît nouveau. Il n'y a pas si longtemps que l'on assistait à une coalition du syndicalisme réformiste et du syndicalisme stalinien pour opposer le barrage à cette revendication essentielle.

S'agit-il là d'un pendant à la fameuse bombe atomique des staliens, lors de l'avant-dernière campagne électorale? - C'est probable! - Les résultats électoraux acquis, on peut penser que l'échelle mobile rejoindra les autres promesses faites par les partis à l'occasion de précédentes parades publicitaires du même genre. Il n'en est pas moins vrai que la question de l'échelle mobile se trouve de nouveau posée et que le fait que des politiciens s'en servent à l'occasion, démontre toute la popularité que cette revendication ouvrière a conservé dans les milieux populaires.

Il serait faux de penser que l'échelle mobile possède toutes les vertus, qu'elle constitue une panacée universelle... mais dans l'état actuel de l'économie capitaliste, son application peut, d'une part, freiner le décalage toujours plus grand entre les prix et les salaires, d'autre part, par certains dangers que son application crée à l'économie semi-libérale, ramener les classes possédantes à la sagesse.

Pour être efficace, elle nécessite un contrôle sérieux par les organisations syndicales de tous les prix, de manière à en obtenir un coefficient exact. Cette condition primordiale transforme les méthodes de lutte des travailleurs qui n'ont plus à combattre pour le principe de l'augmentation acquis mais pour le contrôle des rouages de l'État pour l'application de l'indice correspondant, à l'augmentation du coût de la vie.

Nous connaissons les critiques formulées par certains «docteurs ex-syndicalistes».

«*Le calcul des indices, est toujours en retard sur l'augmentation des prix*», nous disent-ils, soit; bien que l'on puisse aisément trouver quelques méthodes susceptibles de réduire ce décalage, mais en tout cas, le retard ne sera jamais comparable à celui que l'on enregistre actuellement et qui est occasionné par le fait que le salaire n'est augmenté qu'à la dernière limite, à l'instant où la différence entre les deux facteurs, ne paraît plus extensible; que d'autre part, cette augmentation réclamée depuis longtemps rend possible aussitôt annoncée et avant d'être obtenu, un relèvement général des prix.

Cette augmentation à peine entérinée se trouve déjà entamée et le pouvoir d'achat des travailleurs de nouveau réduit.

On peut donc constater que jamais, pas même au soir de cette augmentation, les travailleurs ne possèdent un salaire en rapport avec le cours réel de la vie. L'échelle mobile paille à cet inconvénient en ce sens qu'elle met fin à ces dévaluations successives des salaires, dévaluation qui s'additionnent à la suite des différentes fluctuations entre les salaires et les prix, risquent de fausser entièrement le calcul de ces derniers, les bases raisonnables de nouvelles augmentations étant de ce fait au-dessous du minimum vital.

Les détracteurs de l'échelle mobile ont de deux arguments:

- l'un public, défendu par Frachon lors du dernier Congrès confédéral;
- l'autre plus subtil et propagé sous le manteau, par les staliens.

Le premier argument s'adresse à la grande-masse des travailleurs. Il spéculle sur la mentalité du possesseur d'un patrimoine aussi réduit qu'il soit pour agiter le spectre de la planche à billets. «*L'échelle mobile, déclare Frachon, c'est l'inflation avec toute la misère quelle entraîne pour les classes laborieuses*». Encore que l'on puisse douter, que la bourgeoisie contrainte d'appliquer l'échelle mobile puisse accepter de gaîté

de cœur ces fluctuations monétaires qui bouleversent son économie et risquent de créer dans le pays une excitation dangereuse pour sa propre existence. Il n'en reste pas moins vrai que les aspirations des travailleurs se heurtent à l'équilibre de l'État bourgeois.

Mais leur intérêt n'est pas d'assurer, constamment par ses sacrifices le salut de l'économie capitaliste. Leur Intérêt, au contraire, consiste à démontrer que les plus légitimes revendications sont incompatibles avec l'économie actuelle et qu'il ne reste plus qu'à supprimer cette dernière.

Frachon nous disait: «*Nous connaissons une méthode de beaucoup supérieur à l'échelle mobile: c'est le blocage des prix!*». On a vu dans ces derniers mois ce qu'il en était advenu de cette affirmation.

D'ailleurs si nos staliniens pensent qu'il est possible de bloquer les prix, rien ne s'oppose à ce qu'ils acceptent le principe de l'échelle mobile car il va de soi que celle-ci ne peut jouer qu'à la condition qu'on enregistre une augmentation et que par conséquent, le blocage qu'ils nous assurent possible, rend l'échelle mobile caduque malgré son adoption.

Pourquoi alors s'y opposent-ils avec tant de véhémence? - Parce qu'ils savent qu'en régime capitaliste, le blocage des prix est une illusion et ils ne pourront échapper à cette évidence: refuser l'échelle mobile lorsqu'on sait que les prix vont monter, C'EST VOULOIR FAIRE PAYER AUX SALARIÉS ET A EUX SEULEMENT LES FRAIS DE LA CRISE.

Le deuxième argument qui se propage sous le manteau est destiné aux militants syndicalistes révolutionnaires dont il faut juguler l'opposition tenace: l'application de l'échelle mobile, désarmerait, paraît-il, les travailleurs. Elle les laisserait statiques, elle deviendrait à son tour un barrage à l'augmentation des prétentions ouvrières. Elle limiterait leurs revendications par des indices acceptés comme base de départ.

Cela serait peut être vrai pour un syndicalisme qui considérait cette forme de lutte comme la seule ou plutôt la dernière arme à sa disposition. Or dans l'arsenal syndical, il y a bien autre chose.

L'échelle mobile attaque la structure de l'État, celui-ci devant laissé contrôler ses rouages. Elle assure une constance aux salaires moyens des travailleurs, telle est sa tâche.

Si le rapport respectif des forces entre le patronat et le salariat est tel que le prolétariat puisse prétendre à autre chose que la stabilité assurée par l'échelle mobile, et que celle-ci se trouve dépassée, c'est que la combativité des travailleurs permet de choisir dans l'arsenal syndical, une autre arme plus adéquat à la lutte. La grève revindicative, l'occupation des usines, leur remise en marche pour le profit de la collectivité sous la direction syndicale, condition nécessaire à l'expropriation du capitaliste, condition nécessaire à la révolution sociale.

Maurice JOYEUX,
Montluc.
